

Le libertaire

Rédaction :
Administration : N. FAUCIER
72, rue des Prairies, Paris (20^e)
(Numéro postal : N. Faucier 1165-55)

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE-COMMUNISTE

LA LECON D'UNE CRISE

Il n'est pas dans notre habitude d'épiloguer sur une crise ministérielle. Nous savons depuis longtemps déjà que, quels que soient les fantoches appelés au ministère, ce ne sont que des préte-noms. Le véritable pouvoir n'est détenu ni par les ministres, ni par les parlementaires, mais par les grands magnats de l'industrie, de la finance et du commerce. Nous savons bien — et la triste expérience du passé nous le prouve — que dans n'importe quel pays les politiciens ne sont que les hommes de paille et les exécuteurs des ordres dictés par le capitalisme.

Que ce soit en Italie avec Mussolini, en Allemagne avec Müller, en Russie avec Staline, en Amérique avec Smith ou en France avec Poincaré ou Herriot, l'Etat n'est que le fidèle-commis à la solde de la ploutocratie, et aucun gouvernement, quelle que soit la couleur de son drapeau, ne peut vivre sans l'appui de la véritable reine du Monde : la Grande Mercante.

Donc quand nous voyons, en France, un ministère tomber, nous regardons d'un œil assez serein la constitution de son successeur. Nous sommes habitués à tous les marchandages, aux plus viles tractations, aux combines les plus malpropres. Cependant on peut dire, sans risquer un démenti sérieux, que jamais encore comme la semaine dernière on ne vit se dérouler une plus dégoûtante course au portefeuille.

Il aurait fallu assister au défilé de tous les quémandiseurs de maroquins à l'Elysée — on se serait presque cru à l'entrée d'un bureau de bienfaisance en plein hiver, au moment où l'Assistance Publique distribue les secours aux indigents et aux vieillards. On y faisait quasiment la queue.

Tous, des socialistes aux réactionnaires, tous ceux qui pouvaient espérer décrocher la timbale sont allés rendre visite à Gastonnet.

« Un p'tit portefeuille, m'sieur, s'il vous plaît ! »

DANS mon article de la semaine dernière, je disais que, derrière cette polémique cléricale ou anticléricale, il y avait l'appétit des uns et des autres à monopoliiser les portefeuilles ministériels.

Les radicaux ont dénoncé le péril de l'Union Nationale parce qu'ils escomptaient que d'une crise ministérielle résulterait pour eux une plus grande répartition de maroquins. Et, dès la chute de Poincaré, ce fut une lutte de couloirs acharnée où de multiples combinaisons s'échafaudaient dans lesquelles on se partageait entre amis et complices les bonnes places. Mais ce vieil animal de Poincaré avait la vie plus dure qu'on ne le croyait.

C'est alors que les radicaux tentèrent de s'accrocher à lui pour sauver leur situation compromise, à Angers, par des arrivistes trop impatients.

Et puis un fol espoir les reprit. Le triste requin Viollette, qui son proconsulat d'Algérie a mis en appétit, eut l'idée de réunir les députés de l'ancien bloc des gauches pour un essai de reconstitution du Cartel.

Les Vincent Auriol, les Renaudel, les Boncour et autres Paul Faure croyaient bien leur heure de participation venue. Mais, crac ! voici que le groupe de la gauche radicale — indispensable pour former une majorité — refusa de s'associer avec les S.F.I.O. Et, à nouveau, tout était par terre.

Alors les radicaux allèrent trouver Raymond et lui dirent : « Jetez Marin par dessus bord et nous collaborons avec vous ». Or Poincaré est un vieux renard. Il se débarrassa de Marin, mais il prit Bonnefous et Maginot, ce qui était tomber de Charybde en Scylla. Nos bons démocrates en furent marris. Ils ne pouvaient, sans se condamner à jamais aux yeux de leurs électeurs et de leurs amis socialistes (surtout à la veille des élections municipales) faire partie d'un même cabinet que leur ennemi déclaré Bonnefous et que le fétard fasciste Maginot. Ils votèrent donc, la mort dans l'âme, une résolution dans laquelle ils affirmaient, tout en félicitant Poincaré, ne pouvoir faire partie d'un ministère dans lequel figuraient des hommes qui « avaient renouvelé et aggravé contre leur parti des accusations intolérables ».

Il faut situer exactement la position prise tant par le parti radical que par le parti socialiste.

Ce n'est pas par souci de progrès social, non plus que du danger clérical que les radicaux ont refusé leur concours à Poincaré. La preuve, c'est que leur ordre du jour rend hommage à la personnalité et aux efforts de l'homme de la Ruhr. C'est uniquement de crainte des représailles socialistes.

Dans beaucoup de villes, les radicaux ont besoin de l'appui et même de l'alliance du parti unifié pour garder leurs places aux prochaines élections. Et ils savaient parfaitement que s'ils avaient collaboré avec Maginot et Bonnefous, les socialistes les auraient combattus impitoyablement en 1929.

Quant à la décision prise par le parti socialiste au sujet du soutien et de la participation, disons tout de suite que, à part quelques militants non députés — et par conséquent désintéressés par force — la doctrine socialiste et préalablement révolutionnaire du parti n'y fut pour rien.

La gauche radicale refusant de collaborer avec eux et, par conséquent, une majorité pour un gouvernement auquel ils participeraient étant impossible à trouver, les unifiés ont voulu se donner le beau rôle.

Ils décideront de ne pas participer encore à un Gouvernement, mais s'affirmeront prêts à assumer la charge et la responsabilité du Pouvoir.

Cependant, il faut bien retenir l'aveu que fit Vincent Auriol dans la journée du jeudi 8 à sa sortie de l'Elysée. Comme un journaliste lui demandait si on allait à une participation socialiste : « Pas encore pour cette fois » répondit-il. Parbleu ! le groupe Loucheur avait, le matin, notifié son exclusion. C'est la fable du *Renard et les raisins* qui se renouvelait.

Ne nous y trompons pas. Si la Gauche radicale avait adhéré à un Gouvernement de Cartel, les socialistes y auraient participé. Il n'y a qu'à relire les déclarations faites par Paul Faure et le même Auriol le vendredi 9.

D'ONC tirent les leçons de cette crise. Les radicaux ont appliqué les décisions d'Angers par crainte des élections municipales de l'an prochain. Les socialistes ont décliné l'offre de participation — tout en se réservant de l'examiner à nouveau, le cas échéant — uniquement parce qu'ils savaient qu'ils ne pouvaient obtenir de majorité, si minime soit-elle, de par l'exclusivité de la Gauche radicale.

Mais les uns et les autres se sont révélés comme assoiffés plus que jamais de portefeuilles ministériels.

Les uns et les autres étaient prêts à renier leurs principes doctrinaux pour entrer dans un ministère. Et c'est pour des raisons tout à fait indépendantes de leur volonté qu'ils en sont réduits aujourd'hui à un rôle oppositionnel.

Radicaux et unifiés ont montré, cette fois, réellement ce qu'ils étaient. Nous savons de façon claire et dépourvue d'artifices qu'ils ambitionnent avidelement le pouvoir. Les masques sont tombés. Tant mieux ! Maintenant les ouvriers savent à qui ils ont à faire. Et nous devons aller partout dessiller les yeux à ceux qui n'ont pas encore vu clair.

Quant aux bolchevistes, ils clament la nécessité de proclamer un gouvernement ouvrier et paysan. Pauvres ambitieux qui prennent leur désirs de dictature pour des réalités ! Ainsi, de quelque côté que nous tourions les yeux, nous n'apercevons que des arrivistes qui veulent se hisser à la faveur de la crédulité populaire dans les fauteuils gouvernementaux.

A nous d'aller répandre notre parole anarchiste dans le pays. A nous de faire toucher du doigt l'ambition démesurée de tous les pantins qui, de quelque parti qu'ils se réclament, ne révèlent que de parvenir par tous les moyens aux ministères ou aux commissariats dits du peuple.

A nous de faire comprendre au peuple que pour solutionner le problème social, pour combattre la vie chère, la répression et les impôts de plus en plus lourds, il n'y a qu'une seule manière de s'y prendre :

Déclencher la révolution sociale qui purgera la terre de tous les parasites et abolira le gouvernement des hommes par des politiciens en instaurant l'administration des choses par les producteurs.

La leçon de cette dernière crise, c'est que l'action directe, insurrectionnelle doit, une fois pour toute, remplacer le bulletin de vote. LOUIS LOREAL

Le seul moyen pratique de faire vivre le journal

Quelques Explications

Nos camarades n'ignorent pas que malgré la reprise de notre parution régulière, la situation du « Libertaire » ne s'est pas stabilisée comme par un coup de baguette magique. Malgré tous nos efforts, celle-ci reste instable et ne se maintient qu'au prix des plus grands sacrifices.

N'est-il donc aucun remède à apporter à cette situation ?

De nombreuses fois nous avons fait appel à l'esprit de solidarité de nos amis mais nous savons que si celui-ci ne suffit pas à porter en des moments favorables, on soutien peut, en des circonstances imprécises nous faire défaut.

Il est donc indispensable que nous recherchions, parmi les moyens à notre disposition, ceux susceptibles d'apporter un remède efficace avec un minimum de sacrifice.

Et ce remède qui peut nous l'apporter ? C'est nous mêmes, amis lecteurs ! et c'est à votre sens pratique que nous faisons appel en ce moment ; car il est un moyen à la portée de la plupart d'entre vous.

C'EST L'ABONNEMENT A NOTRE JOURNAL

Et cependant combien peu ont songé à l'employer. N'est-il pas, en effet déplorable de constater que seulement 800 camarades renouvellent régulièrement leur abonnement.

Pour un journal qui comme le nôtre, jaloux de son indépendance, n'émerge au budget d'une coterie commerciale ou politique, mais qui se dresse au contraire contre toutes les affaires malpropres qui trahissent les stipendies de la presse pourrie, c'est vraiment trop peu.

Un journal qui lutte dans ces conditions ne peut vivre qu'avec un fort nombre d'abonnés.

Cessez donc, amis lecteurs, de vous obstiner à acheter votre journal au numéro, vous y trouverez avantage puisque, par ce moyen, vous ne paieriez que 0 fr. 40 et qu'en outre, cet argent rentrera directement dans notre caisse, alors qu'en ayant recours aux intermédiaires, il ne nous revient que 0 fr. 25 pour chaque exemplaire vendu.

Et nous le répétons, la situation est critique, très critique, lecteur si tu approuves et défends les idées qui sont exposées dans ce journal, ton désir doit être de soutenir également son existence matérielle. En voici l'occasion.

Nous attendons ta réponse.

Notre campagne contre les expulsions administratives

C'est devant 700 personnes que Loréal ouvre la séance. Il expose les raisons pour lesquelles le Comité du Droit d'asile organise ce meeting. Il déplore que trop de camarades délaissent maintenant tout ce qui ne les atteint pas directement et il constate que, pour faire déranger les ouvriers, il faut, dans un meeting de protestation comme pour le cirque où le music-hall, inscrire des vedettes à l'affiche.

Notre camarade fait ressortir la différence de traitements qui existe entre les étrangers riches ou partisans de leurs gouvernements et les ouvriers proscrits pour opposition au fascisme. Il dénonce l'illégalité et tout l'odieux de l'expulsion administrative. Des étrangers sont expulsés, non pas parce qu'ils commettaient un délit, mais parce qu'ils étaient présumés avoir des opinions subversives.

C'est le respect du droit d'asile que nous voulons obtenir et nous lutterons jusqu'à ce que nous l'obtenions. La campagne que nous commençons sera continuée sans relâche et nous espérons que tous les gens de cœur se joindront à nous », dit-il en terminant.

Alexandre Zévès déclare que c'est un devoir pour tout homme pensant de s'associer à cette campagne. Il retrace l'histoire du droit d'asile. Quando l'Eglise était en lutte contre l'autorité, elle accordait largement ce droit. Depuis qu'elle est devenue la faute, dans un meeting de protestation comme pour le cirque où le music-hall, inscrire des vedettes à toute iniquité.

Zévès rappelle les traditions de la France depuis 89. Il nous cite la Convention appartenant tous les proscrits en France. Il rappelle qu'un Allemand, Anacharsis Cloots, siégeait à cette assemblée. Paris, en cette époque, était appelé la ville des proscrits.

Puis, c'est l'histoire de la réaction, les lois scélérates. « Aujourd'hui, le fascisme est partout. Nous sommes gouvernés par l'internationale capitaliste qui emploie l'internationale de la police.

Il faut que tous les hommes de pensée libre se lèvent pour que le droit d'asile ne soit plus longtemps violé. C'est un devoir pour chacun de se ranger aux côtés du Comité dans la campagne entreprise.

(VOIR LA SUITE EN 2^e PAGE.)

U. A. C. R.

FÉDÉRATION PARISIENNE

Samedi 17 novembre, à 20 h. 30

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

SALLE GARRICKS

20, rue Ordener (Métro : Torcy)

Ordre du jour :

Rapport moral et financier ; La campagne pour le droit d'asile ; Questions diverses.

ABONNEMENTS AU « LIBERTAIRE »

FRANCE	STRANGER
Un an..... 22 fr.	Un an..... 30 fr.
Six mois... 11 p.	Six mois... 15 fr.
Trois mois... 5,50	Trois mois... 7,50
Chaque postal : N. Faucier 1165-55	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure à chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

Téléph. : Roquette 57-73

CRIME DE JUGES GOURMELON EST MORT

Gourmelon est mort vendredi 9 novembre, à 11 heures.

Arrêté le 15 juillet sous une inculpation fausse, Gourmelon, qui avait accumulé les preuves de son innocence, ne put obtenir sa liberté. Il a fallu la mort pour le soustraire à la vindicte des policiers et des juges brevetés.

Il devait passer devant la Cour d'assises en janvier et nous étions certains de pouvoir éclater la preuve de sa non-culpabilité aux débats publics de l'audience. En

au régime du droit commun, où il demeurera trois longs mois sans hygiène, sans soins médicaux sérieux. On lui refusa, même sous caution, la liberté provisoire qu'on accorde toujours aux banquiers, qu'ils soient français ou Hongrois. Enfin, pour éviter le scandale de sa mort en prison, on le transféra, voici trois semaines, à l'hôpital.

Mesure trop tardive pour être une mesure d'humanité.

Gourmelon avait trop souffert, physiquement et moralement, durant ces trois mois. Il ne put remonter la pente.

Comment est-il mort ? Quels furent ses derniers moments ?

Voilà ce que nous écrivons sur ces tristes sujets un de ses meilleurs amis, le camarade Jules Le Gall :

« Je ne saurais vous dire grand' chose sur la mort de notre Paul Gourmelon. D'avoir, sur ce lit d'hôpital assisté à ses derniers moments avec sa femme, avec Henriette Martin et quelques autres camarades, nous a bouleversés à tel point que nous ne saurons actuellement tirer grandes conclusions de ce drame.

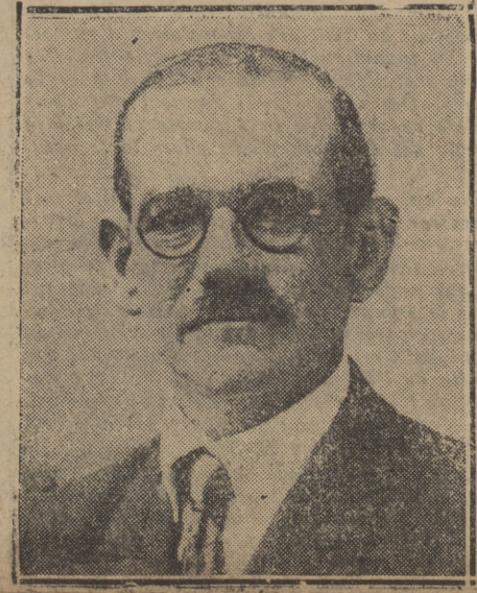
« Nous pouvons, comme lui-même, un quart d'heure avant sa mort, dire bande de vaches et ça résume tout ce qui nous traverse l'esprit.

« Il est mort de combien de choses ? Il est mort, tué à la fois par des restes de guerre, par la magistrature et les policiers, par la lâcheté de fripouilles et celle d'inconscients. Il est mort de la prison et de manque de soins ; il est mort de dégringolade physique et de peines morales atroces.

« Il est mort assez doucement, sans grandes souffrances, nous a-t-il semblé. Mais alors que nous voulions, une heure avant sa mort, le prendre et l'envoyer chez lui agoradar en liberté, le parquet nous le refusa malgré un certificat du docteur affirmant qu'il était à ses derniers moments.

Il nous plaît d'enregistrer que la magistrature de Brest s'est montrée ignoble jusqu'au bout.

Il nous plaît aussi de dire que les juges de Brest sont les assassins sans courage de Gourmelon.



Paul Gourmelon

janvier, Gourmelon aurait été lavé de l'accusation, imbécile et monstrueuse, d'avoir frustré la coopérative qu'il dirigeait avec tant de dévouement. Il aurait été rendu à sa compagne, à son enfant, à ses amis.

Mais Gourmelon était un

PROPOS d'un PARIA.

des progrès de géant, tandis que le syndicalisme ouvrier... ???

Le nombre des patrons syndiqués est égal, peut-être même supérieur, à celui des ouvriers groupés dans les syndicats!

Il ne faut pas voir autre part que là la cause profonde de la réaction sociale dans tous les domaines que nous subissons depuis quelques années.

L'Etat a été jadis, au temps des rois, la seule autorité sociale devant qui tout s'inclinait. Ceux qui rêvent d'instaurer une dictature sont, au point de vue mental, des contemporains de la royauté absolue, des retardataires d'une paire de siècles.

L'autorité sociale passe de plus en plus entre les mains des associations de tous genres qui se constituent localement, se réunissent ensuite régionalement, nationalement et même internationalement. L'Etat n'est plus le tout-puissant organisme. Il n'est que le premier larbin au service du plus puissant groupement d'association existant.

Quelques exemples de cette force, relativement à la hausse ou à la baisse des prix.

Pour soi-disant relever les finances du pays, on a fait, dans tous les milieux, une propagande énorme pour le relèvement, l'intensification de la production nationale.

Produire beaucoup pour relever la France. Qui, mais produire beaucoup, c'était créé l'abondance des denrées, faire baisser les prix, par conséquent attenter aux profits des exploiteurs de tous genres.

Il n'a point voulu cela, et leurs associations sont su y mettre un obstacle infranchissable.

On a assisté à deux phénomènes : le premier, c'était que l'abondance n'amenaient aucune baisse du prix ; le second que la rareté de la production ou de la récolte permettait aux profiteurs d'encaisser davantage.

En 1925, la récolte en fumet, en France, est de 118 millions d'hectolitres, vendus (chiffres officiels) à la moyenne de 140 francs l'hectolitre, soit 16 milliards et demi. En 1926, la récolte est mauvaise : 84 millions d'hectolitres vendus entre 175 et 235 francs l'hectolitre, moyenne environ 200 fr., ce qui représente 16 milliards 800 millions. La récolte avait baissé du quart, mais les profits furent supérieurs.

Prenons la pomme de terre. En 1922, récolte de 86.350.000 quintaux au prix moyen de 22,77 le quintal, soit pour le tout 1.663 millions. En 1923, mauvaise récolte : 68.340.000 quintaux. Les prix montent à 40 fr. le quintal, soit 2.633 millions de francs.

Pour le vin, c'est encore plus formidable. On a vu les prix (de gros) monter de 100 à 280 fr. l'hectolitre, parce que la récolte avait été diminuée de 30 %.

On observe les mêmes faits dans la production industrielle. Là, les syndicats patronaux font la loi sur les marchés. On ne spécule pas sur la pluie ou le soleil, on crée soi-même la rarefaction des produits. Bref, l'organisation patronale, dans tous les domaines de la vie économique, est assez puissante pour se nicher du beau ou du mauvais temps, des inventions nouvelles qui accélèrent le rendement, de toutes les manifestations du développement économique.

Nous sommes à leur merci, l'Etat est à leurs ordres ; les associations ouvrières sont des poussières de peu de conséquences devant leur puissance souveraine.

Certes, il est beau, il est doux, il est reposant, de refaire les rêves de Proudhon, de Fourier, de Zola dans « Travail », de s'imaginer des groupements se formant s'amplifiant, absorbant peu à peu la vie économique, et finissant par devenir pacifique, la société idéale.

Mais... mais..., nous avons bien du retard dans cette voie-là, les autres ont parcouru une plus longue route que la nôtre, et ce ne serait qu'un jeu d'enfant pour quelques administrateurs de fédérations puissantes, réunis dans un bureau, de décreté la mort et la ruine de nos associations en pesant sur le prix des matières premières, en organisant le boycottage.

Ce ne serait qu'une amusette aussi, pour eux, de faire disparaître les augmentations de salaires par un accroissement du coût de la vie ; une simple petite manœuvre de contraindre les ouvriers à demander eux-mêmes de faire 10, 12 et 15 heures, ne gagnant pas de quoi vivre avec le salaire de huit heures, etc.

Ne parlons pas, voulez-vous, de réformes sérieuses et durables tant que ces gens ont la puissance. C'est batailler pour le morceau de pain du déjeuner, mais ce n'est pas s'assurer celui du repas du soir.

Alors, me direz-vous, c'est le pessimisme le plus noir. Rien à attendre de la politique ; les conquêtes ouvrières dérisoires, la révolution elle-même guère possible puisqu'ils sont si nombreux et si organisés, que faire alors ?

N'oublions pas que, furent-ils deux fois plus nombreux et dix fois plus organisés les profiteurs sociaux, ne vivent que du travail des prolétaires, que leur société qui semble un colosse s'effondrera comme un château de cartes dès que le travail ne voudra plus rien savoir.

Un homme qui, par sa sueur, en nourrit deux ou trois autres, n'a qu'à se coucher pour les mettre dans un cruel embarras.

G. BASTIEN.

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements

Nos Conférences

Vendredi 16 novembre, à 21 heures, 6, rue Lanneau (5^e).

HISTORIQUE DU MOUVEMENT MAKNOVISTE par Pierre Odéon

Samedi 24 novembre, à 21 heures, Maison des Syndicats, 163, 1^e de l'Hôpital.

L'ÉCOLE UNIQUE

par G. Grégois

des Compagnons de l'Université Nouvelle

A propos de "Féminisme"

Les journaux rapportent que, le 6 novembre, quelques apôtres du féminisme, parties pour faire entendre leurs revendications pourtant bien pacifiques, au Sénat, furent arrêtées par les représentants de l'ordre et conduites au « quart » de la rue de Grenelle, où on les maintint jusqu'à 9 heures du soir.

Comme Mme Maria Vérona était parmi elle, et qu'elle est avocate à la Cour, elle a adressé au Procureur général une plainte avec constitution de partie civile pour atteinte à la liberté individuelle.

Quand pareille mésaventure arrive à des hommes révolutionnaires qui distribuent des tracts ou vendent, même munies du permis légal, des journaux subversifs, les choses se passent plus silencieusement.

Si nous laissons là ce côté de l'affaire et occupons-nous de « féminisme ».

Il est évident que, puisqu'on octroie bien aux hommes le droit d'aller tous les quatre ans déposer un bout de papier dans l'urne, on pourra user de la même générosité envers les femmes, ce qui d'ailleurs a lieu dans presque tous les pays.

Mais que les « féministes » me permettent de leur dire que je ne crois pas beaucoup à l'efficacité de leur promenade annuelle rue de Vaugirard, promenade qui commence à prendre l'aspect d'un pèlerinage traditionnel.

Et quand bien même elles finiraient par obtenir gain de cause, je me demande ce qu'elles y gagneraient.

Ce n'est pas parce que les femmes auront accès, comme les hommes, ce simulacre de participer à la souveraineté nationale, que la dite souveraineté en sera moins une duperie et que les choses en iront mieux.

Le problème demande d'ailleurs à être posé d'une façon plus large. La femme ne reste pas, en réalité, cantonnée dans les catégories traditionnelles de ses droits ou intérêts dits « féminins ».

On parle beaucoup trop de l'antagonisme des sexes et pas assez de l'antagonisme des classes.

Pourtant la femme, elle aussi, est un « animal social » et se détermine par le milieu dans lequel elle évolue. Elle est bourgeoisie ou prolétarienne ; elle appartient à la classe possédante ou fait partie des déshérités.

Membre de la première catégorie, elle aura à y défendre les mêmes intérêts que son partenaire masculin, et, comme telle, nous n'avons à nous en occuper que pour la combattre.

Celle qui nous intéresse est la femme prolétarienne, soumise à la commune exploitation des salariés. Cependant, celle-ci, il faut bien le reconnaître, est malheureusement trop souvent victime d'un double esclavage, à la fois à l'usine et à son foyer ; de par le bon plaisir du patron et du maitre, réduit ici au rôle de machine à produire, là à celui de servante et de machine à procréer.

Mais, si la victime elle-même, ne sait pas poser à cet état de choses que l'attitude régnante d'une éternelle mineure, comment le droit de vote pourra-t-il l'émanciper ?

Il sera, tout au plus, pour la femme, comme il l'est pour l'homme, un hochet flattant pour son amour-propre en même temps qu'un anesthésique pour son énergie.

Brisant avec son éducation qui la maintient dans le respect de ce que l'on nomme les « conventions sociales », ce qu'il lui faut rechercher, c'est, non une égalité illusoire devant la loi — qui ne rend pas même les hommes égaux — mais l'égalité dans la vie.

Or cette égalité ne s'obtiendra, ni par la voie parlementaire, ni en vertu de quelque texte codifié, elle ne peut être que l'œuvre de l'intéressée elle-même dans toutes les manifestations de la vie.

Aux femmes de comprendre et de vouloir.

De comprendre, d'abord, qu'il leur faut secouer le joug que font peser sur elles les contraintes sociales, renforcées par l'habitude d'une servitude héritée, sans perdre de vue que dans une société fondée sur l'inégalité — des sexes comme des classes — leur affranchissement est, en partie, lié à celui de leurs compagnons de chaîne.

De vouloir ensuite prendre une part active à la lutte, en rejoignant les rangs révolutionnaires où l'on combat pour un régime d'égalité.

Car dans ce domaine, comme dans les autres, le sort de l'individu dépend de la forme d'organisation sociale et sa libération est fonction de celle de la collectivité.

Jeanne PROLO.

LES PROSCRITS

Chez eux, c'est l'ombre épaisse et la torture infâme
Digne du Moyen-Age et de Torquemada ;
C'est l'enfant mis à mort au ventre de la femme
Si le père eut horreur du prêtre et du soldat !

Chez eux, c'est la terreur et la prison d'Etat
L'ivrant au dictateur les têtes qu'il réclame ;
C'est, au gré des bourreaux, la fusillade en tas
Ou les supplices lents dont agonise une âme.

Fuyant ces lieux d'enfer, ils sont allés, meurtris,
Gagner sous d'autres cieux le pain noir des proscrits
A qui la vie amère offre un visage hostile...

En pensant aux martyrs qu'on tue et qu'on mutille
Dans le combat sanglant du sabre et de l'esprit,
Qui donc aurait le cœur de les priver d'asile ?

Eugène BIZEAU.

aux havards du CHEMIN

TRISTES MŒURS

Vous vous venez sans doute de Mestorino, ce type ignoble qui attira un ami chez lui et le tua pour le voler.

Au lendemain du verdict qui le condamna aux travaux forcés, nous avons enregistré les cris des hyènes et des charognards qui hurlaient de rage parce que le Jury parisien ne leur avait pas accordé la tête de l'assassin.

Il étaient alés, toutes ces canailles, aux audiences, ou bien ils avaient lu avidement les comptes rendus des débats pour se rappeler fiducialement de tous les détails du crime crapuleux, et déjà leurs narines résumaient d'aise à l'odeur du sang que Deibler allait verser. Aussi, le lendemain du verdict, quel tintamare ! Quoi ? On leur refusait la tête de Mestorino ! Une simple petite tête !

Cependant, ils ne s'avaient pas vaincus. Puisqu'ils n'avaient pu obtenir qu'en guillotin, ils voulaient au moins qu'il fut envoyé le plus tôt possible au bûcher. Qu'il souffre, pour expier ! Et la bande d'assassins trouva tout naturellement une tribune dans l'Ami du Peuple.

Mestorino n'ayant pas encore été envoyé à la Guyanne, un des larbins de plume de Coty commença une campagne hargneuse pour que l'assassin expédit immédiatement.

Le plus triste, c'est que la mère du malheureux Truphème crut devoir envoyer deux lettres au journal, dont voici deux extraits :

Profondément ému de la démarche que vous avez tentée au nom de l'Ami du Peuple, je tiens à vous dire ici toute ma reconnaissance.

De tout mon cœur de mère de meurtrie, je m'assiste à votre vue : voir partir au plus vite pour le bûcher, l'infâme bourreau de mon pauvre Gaston.

Comme votre cœur est allé droit au mien et a su comprendre l'effroyable souffrance qu'est la mienne. Je ne retrouverai un peu d'apaisement que lorsque ce bandit sera à la place qui lui convient.

Hein ! cette brave mère en deuil qui n'aura de repos, dont le cœur ne sera apaisé que lorsqu'elle saura Mestorino à Cayenne. N'est-ce pas touchant ?

Je suis sûr que si le supplice de la roue existait encore, cette bonne mère au cœur sauvage aurait assisté jusqu'au bout à la torture en se repaissant des souffrances du supplicié.

Triste résultat de cette loi du Talion, de cet instinct de vengeance qui nous ravale plus bas que la bête... même que la bête féroce.

Que la mère de la victime ait écrit ces mots, à la riqueur, elle est compréhensible. Mais que cette prose sauvage trouve place dans un journal ; n'est-ce pas la plus formelle flétrissure du journalisme moderne, qui ne sert qu'à développer les plus bas instincts et les plus vils sentiments chez les humains... déjà trop enclins à oublier qu'ils sont des hommes !

ARISTOBOL.

CULTURE PROLETARIENNE

Le parti communiste publie, chaque année, un Almanach ouvrier et paysan dans lequel il donne des commentaires sur l'an écoulé et des conseils pour l'an qui s'ouvre.

On s'attendait, venant de bolcheviks, à ce que cet almanach soit rempli de maximes, d'histoires et de leçons prolétariennes nettement révolutionnaires.

Or, dans l'Almanach 1920, page 224, on peut lire une annonce d'un certain Roxroy, de La Haye, qui, moyennant deux francs, dévoile, d'après l'astronomie « votre avenir, votre destinée, vos amis, vos ennemis, le succès et le bonheur dans le mariage, les spéculations et les héritages que vous réaliserez ».

Pour un parti qui prétend combattre toutes les croyances, ce n'est pas mal !

Il est vrai que ce n'est pas si choquant que ça en a l'air : Les charlatans s'entendent entre eux !

CONSEILS SERIEUX

Vous ne vous êtes jamais trouvé dans le cas d'avoir un haricot dans l'oreille ? — Au cas où cela vous arriverait, suivez donc les conseils de l'Almanach ouvrier et paysan.

On s'attendait, venant de bolcheviks, à ce que cet almanach soit rempli de maximes, d'histoires et de leçons prolétariennes nettement révolutionnaires.

De comprendre, d'abord, qu'il leur faut secouer le joug que font peser sur elles les contraintes sociales, renforcées par l'habitude d'une servitude héritée, sans perdre de vue que dans une société fondée sur l'inégalité — des sexes comme des classes — leur affranchissement est, en partie, lié à celui de leurs compagnons de chaîne.

De vouloir ensuite prendre une part active à la lutte, en rejoignant les rangs révolutionnaires où l'on combat pour un régime d'égalité.

Car dans ce domaine, comme dans les autres, le sort de l'individu dépend de la forme d'organisation sociale et sa libération est fonction de celle de la collectivité.

GARE AU MORT !

Pour en finir avec cet Almanach que l'on croit édité par le syndicat des Humoristes français, relevons les vers de cette *Berceuse* publiée page 131 :

Devant le Kremlin crenelé
Il y a un grand mausolé.
Lénine y est dans sa tombe,
Il veille au bonheur du monde.
Du malheur ne craignons rien
Nous avons un bon gardien.

Quand même, quels progrès la science a accomplis depuis la révolution d'octobre ! Et on dira encore que les bolcheviks n'ont rien réalisé dans le domaine scientifique.

Pour en finir avec cet Almanach que l'on croit édité par le syndicat des Humoristes français, relevons les vers de cette *Berceuse* publiée page 131 :

cette taille, nul doute que les réactionnaires ne soient vaincus d'avance.

Et dire que de pareilles anéries, renouvelées des momeries du Moyen Age, ont encore cours dans la classe ouvrière.

C'est

DANS LE JARDIN D'AUTRUI

Anarchie et communisme autoritaire

Sous ce titre, *Le Semeur* publie du communisme libertaire une étude qui a pour but d'établir la différence criante existant entre le communisme d'Etat et le communisme libertaire, mais « d'insister particulièrement » sur ce qu'ont de communs deux systèmes. Et ce n'est pas tant sur les théories que sur les moyens de les réaliser que veut insister l'auteur. Si, théoriquement, il admet le postulat du fonctionnement d'une société libertaire, il conteste, par contre, qu'une révolution anarchiste partielle, c'est-à-dire se produisant dans un seul pays, soit possible. Et il en profite pour faire un sort, au passage, à certains arguments démagogiques de réunion publique.

Cette thèse peut, à la rigueur, se soustraire. Sans la développer à fond, Gaston Barbé se demande « quelle forme précise prendra la Révolution » et « comment on résoudra l'incompatibilité entre l'emploi de la violence et la recherche de la Justice ». Il considère comme une étape nécessaire de l'ère libertaire le « stade intermédiaire » de l'Etat communiste, en soulignant que nous partageons avec celui-ci le principe essentiel de la négation de la propriété. En somme, il reprend à son compte la théorie traditionnelle du collectivisme ou socialisme d'Etat, développée par tous les théoriciens, de Marx à Lénine, en passant par Guesde, Kautsky et les autres, à savoir la nécessité d'une période transitoire : l'Etat prolétarien, entre le renversement du système capitaliste et l'instauration du régime libertaire. Il attribue à cette période intermédiaire des vertus susceptibles d'aider à la rénovation des individus :

Le régime socialiste triomphant, la mise en commun des moyens de production donnera aux individus des habitudes de vivre qui, à la constrainte près, sont celles du communisme libertaire ; l'homme arrivera à faire abstraction de la contrainte et à prendre sur lui d'accepter l'essentiel de ce que la loi lui impose... Habitués à la vie en communauté, les individus verront facilement, en face de la vérité du principe communiste, l'erreur et les conséquences funestes de son application autoritaire. L'éducation individuelle, facilitée par la nouvelle organisation du travail, la mentalité qui en découlera et la culture qu'elle permettra deviendra généralisée. Les chaînes d'ambition d'inutilité comme un poids mort que plus rien ne soutient. Le système communiste ayant permis à chacun de l'Etat, encore, l'organisation communale agit dans le sens du nivellement.

Si l'on veut bien considérer que l'auteur de cette étude, dont nous partageons la plupart des appréciations, n'est pas un anarchiste, on goutera d'autant mieux sa conclusion :

Si, après la Révolution, les ouvriers et les paysans avaient été laissés libres, ils se seraient arrivés certainement à se construire la société urbaine sur la base des syndicats et la société rurale sur la base des communautés. Les dirigeants bolcheviks, intellectuels pleins de méfiance à l'égard des « travailleurs » dont ils parlent tant, ont consciemment étouffé ces deux institutions naturelles sous leur appareil politique et gouvernemental.

Le communisme, tout d'abord d'inutilité comme un poids mort que plus rien ne soutient. Le système communiste ayant permis à chacun de l'Etat, encore, l'organisation communale agit dans le sens du nivellement.

La thèse est séduisante, mais, hélas ! toute théorique, rien que théorique. Les faits, nous l'allons voir dans un instant, en infirment sensiblement la portée. Pour l'accepter telle que l'ont définie les augures marxistes, Gaston Barbé en arrive logiquement à s'interroger sur la nature de son attitude et de celle des anarchistes qui partagent son point de vue, à l'égard du communisme :

Aller à lui ? L'admirer ? En devenir un rouage ? Non... Les communistes sont déterminés par leur classe... Tenons-nous loin de leurs troupes... Mais ne les combattions pas pratiquement. En combatinant leurs méthodes autrement que d'un point de vue théorique et de principe, en prenant parti contre eux dans les faits, nous empêchons leur succès, et par ce fait même nous desservons notre idéal. Le communisme est pour nous un instrument aveugle, mais précieux. C'est lui qui se souille les mains pour déblayer le terrain où nous bâtrons... Je n'entends pas par la mépris à l'égard des individus... mais seulement l'expression d'une attitude à l'égard d'une méthode.

Cette attitude et cette méthode, l'histoire même du mouvement ouvrier et révolutionnaire international les condamne. C'est pour justifier cette méthode que Marx s'est dressé contre Proudhon. C'est pour lutter contre elle que Bakounine s'est heurté à Marx. Avec le temps, le conflit qui mit aux prises ces géants, loin de s'atténuer n'a fait que se développer entre leurs adeptes respectifs. Non seulement d'un point de vue théorique et de principe », mais encore sur le terrain des faits. Il n'y a rien, dans la théorie anarchiste, qui ait diminué les théories socialistes autoritaires. Et la pratique même du socialisme autoritaire, ayant ou pendant la Révolution, n'a fait que fortifier la position théorique de l'anarchisme. Tout près de nous, la Révolution russe nous prouve que l'application du communisme d'Etat, loin d'être un facteur d'évolution vers la société anarchiste, s'emploie, au contraire, à détruire systématiquement tous les ferment d'anarchie en puissance qui pourraient libérer la production et les hommes de l'emprise de la propriété et de la contrainte de l'Etat.

La commune paysanne après la Révolution

Nous conseillons fort à Gaston Barbé et aux anarchistes qui acceptent sa façon de voir, ainsi du reste qu'à tous ceux qui intègrent cette question primordiale, de se reporter à la magistrale étude que publie « Un ami de Moscou » dans *La Révolution prolétarienne*, précisément sur les méthodes qu'emploient les communistes au pouvoir pour sauvegarder les acquisitions libertaires du peuple. La commune paysanne russe, le « mir », est une de ces acquisitions. C'est la situation qui lui est faite après la Révolution qu'examine l'étude qui attire notre attention.

Qu'est-ce que le « mir » ?

Dans la majeure partie de la Russie, la propriété foncière individuelle n'existe, au temps des tsars, que pour les nobles ou marchands détenants de domaines plus ou moins étendus. Le cultivateur n'est pas propriétaire de sa terre ; le sol paysan appartient aux communautés paysannes, qui le distribuent entre leurs membres, proportionnellement à leurs besoins et à leur capacité de travail ; cette jouissance n'est pas perpétuelle et des redistributions totales ou partielles sont faites périodiquement.

Le tsarisme tenta de détruire la commune paysanne en permettant au paysan de prendre en toute propriété ses terres et de sortir avec elles de la commune. Les autorités encouragèrent de toutes façons cet exode et l'on espéra que la Révolution porterait le coup de grâce à cette institution d'un autre âge, à cette survie féodale.

Eh bien ! chose curieuse, il n'en est rien : le « mir » a rebondi avec la Révolution ; non seulement il n'est pas mort, mais il a repris vie,

il est ressuscité, et depuis il fonctionne très activement...

Il a suffi que la pression gouvernementale disparaîsse pour que la commune se ranime. Il y avait des terres à partager, des décisions à prendre, un ordre social à établir : l'assemblée communale se trouva toute prête pour ce rôle.

Ce n'était pas quelque chose de nouveau et d'arriéré comme le soviét rural... c'était la révolution traditionnelle et naturelle des chefs de famille... discutant librement de toutes les affaires communales. Et comme la Révolution même, c'était l'occupation par les paysans des terres

qui réalisent que veut insister l'auteur. Si, théoriquement, il admet le postulat du fonctionnement d'une société libertaire, il conteste, par contre, qu'une révolution anarchiste partielle, c'est-à-dire se produisant dans un seul pays, soit possible. Et il en profite pour faire un sort, au passage, à certains arguments démagogiques de réunion publique.

C'est cette institution libertaire et révolutionnaire par essence que les bolcheviks, au nom de l'Etat révolutionnaire, veulent à leur tour, après les tsars, détruire et incorporer au régime en décrétant que la propriété du sol appartient à l'Etat, en soumettant la commune à ses lois. Le bolchevisme a pu, en partie, restreindre les prérogatives naturelles qui furent l'apanage de la commune. Il n'a pu la réduire. Elle est trop vivante et trop active.

Dans les campagnes, on a créé artificiellement des soviets qui n'ont jamais eu de vie propre... Les soviets sont destinés, dans la pensée du pouvoir, à supplanter les communes, tout comme en France les conseils municipaux ont remplacé les assemblées communales. Le soviét, organe représentatif, est naturellement plus soumis aux influences politiques, plus docile, plus docile que la collectivité communale, qui réalise le gouvernement direct. Le soviét, en pratique, exprime nullement la volonté où les initiatives des paysans ; ne fonctionne qu'en ce qu'il fonctionne.

Il répondrait d'abord que ce reproche peut être adressé à tous les adhérents de l'A.F.A. et ce fait suffit à démontrer que ce reproche n'est pas fondé.

La montre du Liseur s'est arrêtée depuis février 1928, c'est-à-dire depuis près de neuf mois. Depuis neuf mois, j'ai publié *La Synthèse anarchiste* opposant le resserrement de tous les éléments libertaires au groupement par tendance unique. Pour des raisons extrêmement sérieuses, je suis l'adversaire résolu du chacun chez soi et le partisan déterminé d'une association groupant tous les éléments anarchistes près à coordonner leurs efforts, loyalement, cordialement, fraternellement.

L'A.F.A. est arrivé à cette idée.

Il c'est entre ces deux formes de groupement : l'une étroite, l'autre large, que le débat est ouvert.

Qu'il plaise au Liseur d'affirmer méchamment que je ne travaille à élargir le champ d'action de l'A.F.A. que pour qui soit dit que je ferai quelque chose, c'est son affaire.

Et je n'éprouve pas le besoin de me défendre sur ce point.

Il me suffit de faire observer combien il est contradictoire de présenter un compagnon comme désireux de ne se lier à aucune action collective, à aucune organisation et de dire de lui qu'il a fondé une organisation pour qu'il soit dit qu'il ferait quelque chose.

Il est évident que, si, après avoir longtemps milité individuellement, il se sent mal à l'aise quand il appartient à une organisation, ce camarade élancé sortira d'un groupement auquel il appartient, ne peut avoir l'idée de l'onder une autre.

S'il a été heureux de briser ses chaînes, il est insensé qu'il s'en fasse d'autres.

C'est à regret que le reposé au Liseur, je garderai le silence : Le Libertaire a des besoins plus vitaux que de développer la liberté et l'initiative des travailleurs.

LE LIBERTAIRE

1^{re} Je demande au Liseur en quelles circonstances, à quel sujet, dans quel cas — qu'il en cite un seul — je n'ai pas supporté que mes conceptions soient examinées et contestées. J'allends, en toute sévérité de conscience, sa réponse.

2^{re} Il est exact que, durant de longues années, j'ai milité isolément. Et après ? Y avait-il, avant et pendant la guerre, une organisation anarchiste sérieuse et agissante ? N'avez-vous pas été, dans la question à être étudiée et controversée, un des plus chauds partisans de l'organisation ? Ai-je réagi contre la propagande en commun ? M'en suis-je déistant et éloigné ?

Qu'il le dise et précise.

3^{re} Il est vrai qu'un incident personnel, au cours du Congrès de Paris, a motivé mon départ de l'U.A.C. Mais cet incident n'a été qu'un des mois nombreux et puissants qui m'ont déterminé à sortir de l'U.A.C.R. Même si cet incident n'avait pas eu lieu, je n'y serais pas resté.

Et le Liseur ne l'ignore certainement pas.

4^{re} Le Liseur s'élonne que, après Amiens, je sois pas revenu à l'U.A.C.R. et il m'en fait griez.

Je répondrai d'abord que ce reproche peut être adressé à tous les adhérents de l'A.F.A. et ce fait suffit à démontrer que ce reproche n'est pas fondé.

La montre du Liseur s'est arrêtée depuis février 1928, c'est-à-dire depuis près de neuf mois. Depuis neuf mois, j'ai publié *La Synthèse anarchiste* opposant le resserrement de tous les éléments libertaires au groupement par tendance unique. Pour des raisons extrêmement sérieuses, je suis l'adversaire résolu du chacun chez soi et le partisan déterminé d'une association groupant tous les éléments anarchistes près à coordonner leurs efforts, loyalement, cordialement, fraternellement.

L'A.F.A. est arrivé à cette idée.

Il c'est entre ces deux formes de groupement : l'une étroite, l'autre large, que le débat est ouvert.

Qu'il plaise au Liseur d'affirmer méchamment que je ne travaille à élargir le champ d'action de l'A.F.A. que pour qui soit dit que je ferai quelque chose, c'est son affaire.

Et je n'éprouve pas le besoin de me défendre sur ce point.

Il me suffit de faire observer combien il est contradictoire de présenter un compagnon comme désireux de ne se lier à aucune action collective, à aucune organisation et de dire de lui qu'il a fondé une organisation pour qu'il soit dit qu'il ferait quelque chose.

Il est évident que, si, après avoir longtemps milité individuellement, il se sent mal à l'aise quand il appartient à une organisation, ce camarade élancé sortira d'un groupement auquel il appartient, ne peut avoir l'idée de l'onder une autre.

S'il a été heureux de briser ses chaînes, il est insensé qu'il s'en fasse d'autres.

C'est à regret que le reposé au Liseur, je garderai le silence : Le Libertaire a des besoins plus vitaux que de développer la liberté et l'initiative des travailleurs.

SÉBASTIEN FAURE.

Sébastien Faure a raison : *Le Libertaire* a des besoins plus urgents que de poursuivre une controverse sur une question purement personnelle. Soyons donc brefs ! Que Sébastien Faure abuse immoderément du droit de réponse — deux réponses d'un tiers de colonne chacune motivées par une phrase de quelques lignes, — qu'il voie insinuations et méchancetés là où il n'y a pas de quoi lancer un chat, et cela à propos du « petit conflit » qui nous sépare, comme il nous le dit lui-même, il fait d'ailleurs ainsi la preuve qu'il n'attache aucune importance aux appréciations touchant sa personnalité.

Par déférence, donnons-lui donc cette satisfaction de déclarer que toujours il a supporté que ses conceptions fussent examinées et contestées et que jamais il n'est entré en conflit avec des camarades quand les plus larges concessions ne lui étaient faites. Les camarades qui le connaissent, comme il dit, apprécieront.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident personnel. Qu'il ajoute qu'il ne serait pas resté dans celle-ci même si cet incident n'avait pas eu lieu, c'est son affaire ! Mais si, après sa sortie du congrès, il a été heureux de briser ses chaînes, il est insensé qu'il s'en fasse d'autres.

Ne retenez plus ensuite que cet avenir éloquent : *Tous les adhérents de l'A.F.A.* sont dans le cas de Sébastien Faure : ils n'ont pas réintégré l'U.A.C.R. après le congrès d'Amiens, qui leur donnait pleine et entière satisfaction par l'abolition des statuts.

Ce qui démontre péremptoirement : 1^{re} que l'adoption des statuts par le Congrès de Paris n'a été pour eux que le prétexte de leur départ ; 2^{re} que leur volonté de scission est formelle puisque, les statuts abolis, ils ne rejoignent pas l'U.A.C.R. ; 3^{re} enfin que la synthèse anarchiste ne peut apparaître autrement que comme une formule inventée par l'U.A.C.R. pour justifier une scission qui n'existe pas. Il s'agit d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident personnel. Qu'il ajoute qu'il ne serait pas resté dans celle-ci même si cet incident n'avait pas eu lieu, c'est son affaire ! Mais si, après sa sortie du congrès, il a été heureux de briser ses chaînes, il est insensé qu'il s'en fasse d'autres.

Ne retenez plus ensuite que cet avenir éloquent : *Tous les adhérents de l'A.F.A.* sont dans le cas de Sébastien Faure : ils n'ont pas réintégré l'U.A.C.R. après le congrès d'Amiens, qui leur donnait pleine et entière satisfaction par l'abolition des statuts.

Ce qui démontre péremptoirement : 1^{re} que l'adoption des statuts par le Congrès de Paris n'a été pour eux que le prétexte de leur départ ; 2^{re} que leur volonté de scission est formelle puisque, les statuts abolis, ils ne rejoignent pas l'U.A.C.R. ; 3^{re} enfin que la synthèse anarchiste ne peut apparaître autrement que comme une formule inventée par l'U.A.C.R. pour justifier une scission qui n'existe pas. Il s'agit d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès de Paris, partant l'U.A.C.R., à la suite d'un incident auquel il ne connaît pas de nom.

Enregistrons « purement et simplement » que dans sa réponse, Sébastien Faure reconnaît avoir quitté le congrès

LA VIE DE L'UNION

Commentaires budgétaires

Le compte-rendu financier du *Libertaire* pour octobre paraît dans notre dernier numéro, mentionnant pour ce seul mois un déficit de 1.338 fr. 70, ce qui, sans autre explication, a pu surprendre nombreux de nos amis lecteurs. Hâtons-nous de les rassurer en leur annonçant que ce déficit que d'ailleurs nous avions prévu, puisque résultait d'une expérience qui sera pour l'avenir tout à notre avantage, n'était que provisoire et se trouve à l'heure actuelle presque entièrement comblé par le règlement d'octobre résultant de notre parution régulière à partir de ce mois.

Voici d'ailleurs l'explication des causes qui nous provoquent cette différence entre les dépenses et les recettes.

Lorsqu'en septembre nous avons décidé que pour répondre avec succès notre parution régulière et pour nous débarrasser d'une certaine somme de deux numéros supplémentaires au total de quatre, paraîtront pendant le mois de novembre, que logiquement le règlement se trouverait diminué de moitié. Or, à ce moment, le sabotage continué pratiqué par les Messageries Hachette dans la vente du *Libertaire* nous obligent à rompre avec celles-ci sans plus attendre. Nous étions par la suite adressés à un autre service de distribution de journaux, la Maison Hachette, par mesure de représailles, négligeant de récupérer le produit de la vente du dernier numéro à sa charge et celui-ci fut perdu pour nous. Elle s'efforça en outre de nous mettre en difficulté en interdisant aux dépôsitoires soumis à son monopole la vente de notre journal.

Cette lutte engagée contre un adversaire aussi puissant, qui groupe les maîtres des principaux journaux réactionnaires, n'a pas été, au début nous nous causé un sérieux préjudice aujourd'hui fortement réduit puisque la vente à Paris a repris son cours normal et que la vente en banlieue, toutefois avec plus de difficulté, s'améliore sensiblement.

Pour nous aider dans cette voie, nos lecteurs doivent insister auprès de leur dépôsitoire habituel pour obtenir leur journal et nous signaler les défections. A moins qu'ils ne jugent préférable de répondre à l'appel que nous publions en première page et qui en cette circonspection s'adresse à eux plus qu'à tous autres.

Bref voici, en quelques lignes, brièvement exposée la situation actuelle de notre journal. Nous engageons nos amis à ne pas marchander leur concours pour traverser cette période difficile. Ce n'est pas au moment où la tenue du « *Libertaire* » s'améliore qu'il doit manquer à ceux auxquels il s'adresse.

Unissons-nous donc plus étroitement que jamais pour lutter contre l'adversité qui s'acharne à vouloir étouffer le cri de révolte qui monte au cœur de tous les esprits libres et que *Le Libertaire* s'efforce quand même de faire entendre aux masses opprimées.

PARIS-BANLIEUE

Groupe des 5^e, 6^e, 13^e et 14^e arrondissements. — Réunion tous les mardis soirs à 20 h. 30, au 20, rue de l'Arbalète (5^e). Mardi prochain, 20 novembre ; la propagande en cours. Appel aux sympathisants. Les camarades tiennent bonne note que la causeur par Odéon est fixée aux vendredis 16, 6, rue Lanneau, en raison de l'Assemblée générale qui aura lieu le samedi 17.

Groupe du 15^e arr. — Pas de réunion vendredi 16, rendez-vous, 6, rue Lanneau.

Groupe Régional de Bezons. — La prochaine réunion du groupe, aura lieu le dimanche 18 novembre, à 9 h. 30, salle de l'ancienne mairie de Bezons. Les copains de Courbevoie, Saint-Germain, Rueil, Chatou, Carrères, Argenteuil, sont priés d'être présents. Ordre du jour important.

N. B. — Le copain de Bezons qui a chez lui les brochures : « *Comme au temps des Tsars* », est prié de les apporter au groupe.

Le Groupe Régional.

Groupe anarchiste régional de Villeneuve-Saint-Georges. — Réunion du groupe samedi 17 novembre, à 20 h. 30, salle du Pont de Fer, rue du Pont, à Villeneuve-Saint-Georges.

Groupe de Saint-Denis. — Réunion vendredi 16 novembre à 20 h. 30, local habituel.

PROVINCE

Groupe Anarchiste Communiste de Saint-Etienne. — Réunion du groupe dimanche 18 novembre, à 10 heures du matin, Bourse du Travail. Tous les amis ainsi que les sympathisants sont invités à y assister nombreux. Ordre du jour : lecture de la correspondance, paiement des cotisations, situation morale et financière du groupe, la Fédération, dispositions à prendre pour le lancement du journal.

Les camarades sont priés de ne point venir en curieux, mais d'apporter leur point de vue, objections, propositois sur l'ordre du jour.

Nous avons mis en circulation des listes de souscriptions pour faciliter la parution de notre journal. Les camarades doivent comprendre l'importance de cette réalisation et s'employer, en recherchant, autour d'eux, des souscripteurs, à ce qu'elle soit bienôt un fait accompli. Nous leur demandons également de répandre nos cartes de sympathisants, qui ne peuvent donner de résultats appréciables que si elles sont placées en grand nombre.

Allons amis qui désirez voir la propagande prendre de l'ampleur, faites comme vos adversaires les calotins, remuez-vous. Arrêtez les révélations, les figurants, place aux hommes de volonté agissantes.

Rien ne doit nous rebuter si nous voulons œuvrer efficacement pour l'émancipation et l'affranchissement des opprimés.

Groupes d'Angers et Trélazé. — Dimanche 11 novembre, les deux groupes se sont réunis de concert pour examiner la situation et prendre les décisions adéquates.

D'abord première question : les meetings contre les expulsions administratives. Après un long échange de vues entre les camarades présents (trop peu nombreux, hélas !) il a été décidé de faire une réunion à Trélazé, à 17 h., et l'autre à 20 h. 30, à Angers. Nous ferons le nécessaire pour avoir un public nombreux. Nous ferons également appel à tous les hommes de cœur pour nous aider.

Deuxième question. — *Le Libertaire*. A ce sujet au cours d'une longue correspondance avec Brest, ce dernier groupe ayant la « *Plaine* » à sa charge et deux de ses militants en prison, Chapin et Martin, n'a pas la possibilité de s'occuper du bureau de la Fédération, et, enfin Angers et Trélazé étant géographiquement mis en place, nous accepterons la formation dudit bureau. Bonnaud accepte le secrétariat. Moreau le secrétariat adjoint et Lelièvre Germain le trésorier.

La Librairie Sociale Internationale

La Librairie Internationale sera fermée le lundi, mercredi et vendredi matin, pour permettre au libraire de faire le réapprovisionnement.

Oullins. — *Causeries populaires*. — Les anciens adhérents, ainsi que les camarades et sympathisants de toutes tendances d'Oullins et de la région sont invités à assister à la réunion du jeudi 22 novembre, à 20 h. 30, à la Gare Monnard, 9, rue de la Gare. Décisions importantes à prendre. Réorganisation du groupe ou liquidation selon l'avis des copains. Nous comptons sur la présence de tous.

DANS LE S.U.B.

Il est décidé, ensuite, de faire appel aux groupes et individualités de notre région, soit Brest, Rennes, Nantes, Tours, Saint-Nazaire, pour qu'ils envoient des suggestions en ce qui concerne la question cotisations, organisation, méthodes d'action, etc. Adresser toute la correspondance à F. Bonnaud, 28 bis, avenue Vau-
ban, Angers (Maine-et-Loire).

Devant la situation générale du mouvement révolutionnaire, en général, et du mouvement anarchiste en particulier, nous croyons qu'il est une nécessité de s'organiser méthodiquement, et surtout de redoubler d'activité pour une propagande intense en faveur de notre idéal anarchiste. C'est dans ce sens que nous voulons ouvrir ici dans nos deux groupes, mais il faut que chaque camarade prenne sa part au travail et sa part de responsabilité.

Cette activité, si elle est persévérente sur tout, nos rapportera de beaux fruits, car déjà nous sentons (si quelques camarades semblent se désintéresser) que l'opinion militante des organisations se tourne vers nous avec sympathie, il ne faut pas que ce rapprochement soit vain. Nous devons le canaliser.

Tous à l'œuvre, la tâche sera moins dure.

Pour les groupes. F. Bonnaud.

Gruppe de Toulouse. — Le groupe de Toulouse rappelle aux camarades que les réunions organisées lieu chez Trichete, 16, rue du Peyrou, le samedi à 21 heures. Samedi prochain, causeur par un camarade sur : la jalouse.

Le G. A. C. de Toulouse.

Fédération Communiste Libertaire du Languedoc. — Comme suite aux décisions du congrès de Coursan, il est rappelé à tous que les versements pour le journal régional doivent être déjà commencés. Lorsque partront ces lignes certains groupes auront fait deux et même trois versements hypothétiques. Le taux de la cotisation individuelle est de 3 fr. 50 par semaine pour ceux qui feront un versement global de 40 francs, et de 12 francs pour ceux qui ont souscrit pour une cotisation de 10 francs.

Les trésoriers des groupes sont priés de centraliser les fonds en attendant que le camarade Vaquié ait obtenu l'ouverture d'un compte-courant.

Les camarades sont priés de ne pas oublier les cotisations mensuelles pour la Fédération.

Le compte rendu détaillé du congrès paraîtra dans le prochain Bulletin Mensuel, ainsi que les suggestions, observations et rectifications des groupes.

Pour la Fédération C. L. du Languedoc,

Le secrétaire : Estève.

Adresser toute la correspondance à Louis Estève, à Coursan (Aude).

Cannes-Nice. — Les camarades anarchistes de la région de Cannes, Juan-les-Pins, Antibes et Nice, désireux de passer à l'action et de s'organiser fédérativement sont priés de se mettre en rapport avec le camarade G. Michaud, membre de l'U.A.C.R., 37, rue Grande, à Cannes.

Groupe de Lille. — Les anarchistes sérieux, de toutes tendances et les sympathisants sont priés d'assister à la réunion du samedi 17 novembre, à 19 h. 30, 142, rue Wazemmes. Ordre du jour important.

Groupe d'Etudes sociales d'Orléans. — Le groupe se réunit chaque semaine. S'adresser à Raoul Colin, 31, rue des Marolles. Appel aux sympathisants du « *Libertaire* ».

« *Le Libertaire* » est en vente au Dépôt Central, rue Bannier.

Le secrétaire : Estève.

Adresser toute la correspondance à Louis Estève, à Coursan (Aude).

DANS LES SYNDICATS

G. T. S. R.

Chambre syndicale des métallurgistes de la Seine. — Réunion du Conseil ce soir, jeudi 14 novembre, à 20 h. 30, au siège. Il ne sera pas envoyé de convocations individuelles.

Samedi permanence au siège, de 15 à 18 heures, bureau 21, 5^e étage, bourse du Travail.

Par ordre le Secrétaire, Fontaine.

DANS LES SYNDICATS

L'Assemblée générale du 12 octobre 1928 avait décidé d'exclure Courtial André, des accusations assez graves pesant sur lui et invité la presse à venir s'expliquer au Conseil.

Or, après sa radiation, il se présente au Conseil le 23 octobre 1928 où il déclare être victime de calomnie et dit ce qu'il pensait de ses accusateurs et en donne les preuves.

En conséquence une enquête est menée pour élucider cette affaire et l'assemblée générale du 9 novembre 1928 a décidé d'annuler la décision prise par elle précédemment et ceci jusqu'à la fin de l'enquête qui permettra de connaître toute la vérité sur cette affaire.

Pour le groupe : F. Bonnaud.

BREST

Jamaïs époque n'aura été plus propice au désir de domination absolue, de retour au passé, d'étoffement de la pensée libre.

A travers le monde, en Italie, en Espagne, en Bulgarie, en Hongrie, au Portugal, le fascisme sanglant étreint le peuple à la gorge.

Jaloux de tels lauriers, les partisans du trône et de l'autel (malgré un désaccord superficiel) s'apprent — siôt l'instant favorable — et avec la complicité de gouvernements se prétendant laïques, à plonger ce pays sous la plus infernale des dictatures : celle des moines.

Les minces libertés que nous pouvons encore revendiquer, sont plus que jamais menacées.

Camarades anarchistes, sympathisants, les composants du groupe de Brest, vous lancent ce vibrant appel !

Croyez-vous que dans la situation présente des anarchistes révolutionnaires peuvent rester dans l'expectative ?

Voulez-vous par votre indifférence, laisser le champ libre aux bandes réactionnaires, qui solennement, patiemment fortifient leurs organisations ?

Pourrez-vous laisser dire plus longtemps, que les anarchistes révolutionnaires, farouches amants de la liberté, sont des incapables sans tactique et sans doctrine ?

Une fois pour toutes, il s'agit pour nous tous, de prendre nos responsabilités. Ceux qui ne se sentent pas le courage de réagir ; que la perspective des luttes, effraient, que ceux-là restent à l'abri dans leur indifférence coupable !

Mais que ceux qui se revendiquent encore de l'idéal anarchiste, ne restent pas plus longtemps inactifs.

N'hésitez plus, ne perdez pas un temps précieux, camarades, rejoignez notre groupe, non seulement pour donner plus de vie à notre union anarchiste, communiste révolutionnaire, mais aussi pour nous organiser d'urgence, localement et régionalement.

L'U. A. C. R. doit pouvoir compter sur des groupes forts non seulement numériquement, mais aussi et surtout, forts moralement.

Le groupe se réunit le vendredi à la Maison du Peuple.

Pour le groupe anarchiste de Brest.

Prigent Louis.

L'Assemblée générale du 12 octobre de la Librairie Internationale publie son numéro de novembre (1 fr. 50 en vente à la Librairie Internationale 72, rue des Prairies).

Voici un extrait de son sommaire :

Campagne contre Lourdes, par André Lorulot ; le Centenaire de la conquête algérienne, par L. Wemman ; Lorulot à Oran, par Delamare ; De l'atelier à la vitrine des Grands boulevards, par Dandé-Baucel ; Enquête sur l'état actuel des théories de l'évolution ; Rôle critique, etc., etc.

Vient de paraître : « Nos chansons » n° 16.

Ce recueil de 16 pages contient 10 chansons ou récits, sept avec musique, couvert en couleur illustrée par Henri Farion. Au sommaire : « Le tournevis aux vaisselles » (inédit de Gaston Couté), « Les Petits » (J. Richépierre), « Le Chant de la Misère » (Louis Loral et Guimard) ; « Irrespect » (P.-S. Mérup) ; « Le droit d'asile » (Clovis et Drocoss) ; « Chanson de liberté » (J.-P. Montel et Cloérec Maupas) ; « Ils ont des droits sur nous » (V. Berthou) ; « La Brise de chez nous » (H. Lucotte et M. Bousard) ; « Ca ira ! » (L. Ladré et Bécon), chant révolutionnaire de 1789, avec sa musique (X. Guillemin et Cantaïs). Ce numéro : 1.50 francs : les 11 numéros assortis de 7 à 16 et 17 numéros spéciaux Ch. d'Avray, franco : 16 fr. 50. Adresser vos commandes au siège, au camarade Coladant, café Granier, 47, rue du Château-d'Eau, Paris X^e. Compte chèque postal, Paris 50-31.

Le Théâtre Populaire donnera le samedi 17 novembre, à 20 h. 30, dans le Foyer Végétalien, 10, rue Mathis. Goguette Internationale et de propagande. Au programme : Le chansonnier Frey, le ténor Héro ; Mimosa, disceuse, Pauline, comique ; Marcel Rieu, récit macabre ; Lou Lou, comique ; Sylvie, chants réalisistes ; Souffle avide et Gratiamort, Tintin, Carlotto, Robert, Charley, Mme Péjac, Henry Picard, interprétant et chantant des chansons et récits de leur répertoire.

Le Drapeau rouge des temps nouveaux (X. Guillemin et Cantaïs).

Le numéro : 1.50 francs.

Le 11^e numéro de Prismas.

Sommaire : La Cizana (Redaction) ; La China hace ya 25 siglos que intentó poner la guerra fuera de la ley, por Charles Rebec ; Les boicotos y la F.O.R.A. ; Carta Abierta por el Comité Nacional de la C.N.T. ; Pro-Radowitzky ; Los Tiempos Heroicos de la Anarquía por Henri Ziszy ; El caso Vial : Empresionado por Mgr de Lardier, etc., etc.

Prix : 1.50. Commandes à la Librairie Sociale Internationale.

A paraître bientôt : La Revolución Russa en Ucrania por Nestor Makhno, en langue espagnole. Prix : 10 francs.

Gran Tombola Internacional a beneficio de L'Entraide (Francia). C. Pro-Pesos (España) : Revista rusa Dielo-Truda y organo español Fri-mas.

El billete 0.50.

Pedidos a Joachim Puech, 22, rue Solferino, Béziers (Hérault).

Groupe Anarchiste Esperantiste de Paris. — Que les camarades prennent bonne note que, passé ce jeudi, nous ne pourrons plus accepter de nouveaux élèves pour le cours oral d'espéranto. Désormais nous ne l'annoncerons plus, mais le cours aura lieu chaque jeudi, à 20 heures 30 précises ... rue Saint-Sébastien.